



Centre du
Commerce
International

**Soutenir les petites
entreprises pendant et après
la crise de la COVID-19 :
Un plan d'action en 15 points**



© Centre du commerce international, Genève, mai 2020

Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations unies.

Adresse : ITC
54-56, rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Adresse postale : ITC
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Téléphone: +41-22 730 0111

Courriel : itcreg@intracen.org

Site internet : www.intracen.org

Soutenir les petites entreprises pendant et après la crise de la COVID-19 :

Un plan d'action en 15 points

La pandémie de la COVID-19 est une crise mondiale sans précédent qui affecte la santé humaine et le bien-être économique à travers le monde.

La pandémie de la COVID-19 est d'abord et avant tout une crise sanitaire : selon l'Organisation mondiale de la santé, à ce jour, il y a eu plusieurs millions de cas confirmés dans le monde (dont plus de 150 000 décès), et ces chiffres continuent d'augmenter¹. La crise sanitaire a mis à rude épreuve les systèmes de santé nationaux, qui sont confrontés à une pénurie de personnel médical, de lits d'hôpitaux et d'équipements, tels que des ventilateurs, des équipements de protection individuelle et des kits de test.

En réponse, les gouvernements de 132 pays ont ordonné des « confinements » - qui ont eu pour effet de restreindre les mouvements non essentiels de personnes et, parfois, interdire les voyages - pour empêcher la propagation de la maladie et alléger la pression sur les systèmes de santé². Dans certains cas, les activités économiques ont pu se poursuivre, les particuliers et les entreprises adoptant des dispositions et des technologies de travail à distance ; mais dans les secteurs où l'interaction personnelle est inévitable, ces activités ont cessé.

La combinaison d'une crise sanitaire aiguë et d'un ralentissement économique brutal a, et continuera d'avoir, de graves conséquences pour l'économie mondiale. Dans ses Perspectives de l'économie mondiale publiées en avril 2020, le Fonds monétaire international prévoit une contraction globale de 3 % dans le monde en 2020, mais continue de mettre en garde contre l'éventualité d'une « contraction plus sévère » si la pandémie ne s'estompe pas dans la seconde moitié de 2020³. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que les flux d'investissements transfrontaliers vont chuter de 30 à 40 % en 2020 - 2021⁴.

L'Organisation internationale du travail estime que la crise a provoqué une baisse de la durée totale du travail de 6,7 % au deuxième trimestre 2020, équivalant à la perte de 195 millions d'emplois à temps plein⁵.

1 <https://auravision.ai/covid19-lockdown-tracker/>

2 <https://auravision.ai/covid19-lockdown-tracker/>

3 <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

4 https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeiainf2020d3_en.pdf

5 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_740877.pdf

Les petites entreprises des économies en développement et en transition qui dépendent des flux commerciaux internationaux sont particulièrement vulnérables aux répercussions négatives de la crise.

L'ITC se consacre à soutenir la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sur les marchés internationaux, cherchant ainsi à créer des opportunités d'emploi et à augmenter les revenus, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés pauvres. L'ITC est particulièrement sensible aux conséquences de la crise sur les MPME des économies en développement et en transition et qui dépendent des importations ou des exportations pour maintenir leurs activités. La nature de ces entreprises les rend particulièrement vulnérables à la crise de trois manières :

1. Les MPME ont moins de résilience intrinsèque face aux chocs économiques.

Les MPME sont confrontées à divers problèmes en raison de la crise : du côté de l'offre, ce sont des problèmes de restrictions de mouvement des travailleurs ou une réduction d'offre d'intrants en raison de perturbations de la chaîne d'approvisionnement ; du côté de la demande, ce sont des problèmes de baisse de la confiance des consommateurs ou des arrêts imposés par le gouvernement qui ont coupé l'accès aux clients.

Bien que ces problèmes soient similaires à ceux auxquels sont confrontées les grandes entreprises, les micros, petites et moyennes entreprises y sont beaucoup plus vulnérables. Les MPME sont surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés par la crise, tels que les transports, la fabrication, la construction, le commerce de gros et de détail, le tourisme, l'hôtellerie, l'immobilier, les services professionnels et d'autres services personnels (par exemple la coiffure)⁶.

Les MPME ont tendance à s'appuyer sur une base d'approvisionnement plus étroite et sont moins en mesure de changer rapidement de fournisseur si la réponse COVID-19 les empêche d'accéder à des intrants essentiels. Elles ont

également tendance à avoir moins d'actifs et moins de liquidités que les grandes entreprises et ont plus de difficulté à accéder au crédit, ce qui a pour effet que des baisses soudaines et prolongées des revenus peuvent rapidement se transformer en une crise de liquidités⁷. Pour des raisons similaires, les MPME peuvent ne pas vouloir investir dans les technologies nécessaires pour poursuivre leurs activités pendant le confinement (par exemple, logiciels et matériel informatique, numérisation des processus de travail, installations de vidéoconférence), ce qui réduit encore plus leur résilience.

À la lumière de ces défis, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a prédit que « plus de 50 % des PME ne survivront pas au cours des prochains mois »⁸. L'ITC confirme cette déclaration avec les résultats de son enquête selon laquelle plus de 25 % des micro-entreprises risquent de fermer leur portes dans les trois mois et près de 20 % dans les six mois.

6 https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=119_119680-di6h3qgi4x&title=Covid-19_SME_Policy_Responses

7 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_740877.pdf

8 https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=119_119680-di6h3qgi4x&title=Covid-19_SME_Policy_Responses

2. Les MPME dans les économies en développement et en transition seront confrontées à de plus grandes perturbations sur une plus longue période.

Dans les économies en développement et en transition, la réponse politique à la COVID-19 peut être compromise par des systèmes de santé fragiles et sous-financés et une capacité institutionnelle limitée au sein du gouvernement pour appliquer des mesures de distanciation sociale. Cela rend la gestion de la maladie beaucoup plus difficile.

Les économies en développement et en transition sont également plus exposées aux retombées économiques de la crise, notamment la chute des prix des produits de base, la fuite des capitaux, l'effondrement des envois de fonds (la diaspora des pays développés perdant leur emploi) et les crises de balance des paiements qui en résultent⁹. Ce resserrement macroéconomique entravera les possibilités d'emprunt et de relance budgétaire dans ces pays et limitera la disponibilité de devises fortes pour les entreprises qui font du commerce international.

Les économies en développement et en transition sont en outre désavantagées par les taux élevés de travailleurs du secteur informel : 69,9 % de leurs travailleurs et 82,5 % de leurs entreprises sont informels, selon les dernières statistiques recueillies par l'Organisation internationale du Travail (OIT 2018)¹⁰. Les travailleurs informels peuvent être licenciés plus facilement et ne sont généralement pas protégés par l'assurance-chômage ou d'autres filets de sécurité sociale. Dans le même temps, les entreprises informelles peuvent trouver difficile, voire impossible, d'accéder aux programmes de soutien aux MPME parrainés par le gouvernement. Les propriétaires d'entreprise des pays en développement devront surmonter tous ces défis pour protéger la santé et le bien-être de leur personnel tout en préservant la viabilité de leur entreprise et en protégeant leurs parts de marché au pays et à l'étranger.

3. Les MPME qui dépendent des importations ou des exportations seront confrontées à un environnement commercial plus difficile.

Le commerce mondial des marchandises devrait chuter de 13 % à 32 % en 2020, selon les estimations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), exacerbant la baisse de 0,1 % en volume que le monde a connue en 2019¹¹.

Le commerce international des services s'effondrera également en raison des restrictions de circulation imposées par les gouvernements et de la fermeture d'établissements de vente au détail et d'accueil : en 2017, les services de transport, de tourisme et de distribution, désormais tous paralysés par la crise, ont représenté près de 40 % du commerce mondial des services commerciaux¹².

La pandémie mondiale entraîne ces tendances du côté de la demande, les consommateurs et les entreprises se serrant la ceinture en réponse à la hausse du chômage, de l'incertitude économique et des pertes de revenus.

Mais le commerce est également entravé du côté de l'offre: les producteurs, les entreprises de transport et de logistique, les transitaires et autres acteurs des chaînes d'approvisionnement internationales sont confrontés à une liste croissante de mesures de précaution pour contenir la propagation du virus.

9 <https://www.economist.com/leaders/2020/03/26/the-coronavirus-could-devastate-poor-countries>

10 [https://ilo.userservices.exlibrisgroup.com/discovery/delivery/41ILO_INST\[\]:41ILO_V2/1252879760002676?lang=en](https://ilo.userservices.exlibrisgroup.com/discovery/delivery/41ILO_INST[]:41ILO_V2/1252879760002676?lang=en)

11 https://www.wto.org/english/news_e/pres20_e/pr855_e.htm

12 https://www.wto.org/english/res_e/publications_e/wtr19_e.htm

Ce sont de nouvelles réglementations gouvernementales et le renforcement des contrôles aux frontières dans les pays d'origine, de transit et de destination, de nouvelles directives émises par des associations industrielles ou des organisations internationales, et des mesures volontaires adoptées par le secteur privé.

Dans le cas de catégories de produits sensibles comme les fournitures médicales ou les aliments

de base, un nombre croissant de pays ont même imposé des interdictions d'exportation. Les effets de la désintégration mondiale s'amplifient pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui ont déjà du mal à se relier aux chaînes de valeur mondiales.

Malgré ces défis, les petites entreprises seront les protagonistes des efforts de réponse à la crise et de relance.

Les MPME sont souvent la force motrice des « services essentiels » dont la poursuite a été autorisée pendant les blocages imposés par les gouvernements. Les acteurs du secteur de la construction peuvent jouer un rôle vital dans la campagne pour construire de nouveaux hôpitaux ou transformer les bâtiments existants en unités de soins intensifs à grande échelle. Ceux du secteur manufacturier ont réorienté leurs chaînes de production pour produire des équipements de protection individuelle ou des composants de ventilateurs. Les micros et petites entreprises sont actives dans le transport des agents de santé vers et depuis les hôpitaux, le nettoyage des espaces publics, la production et la distribution de produits alimentaires et leur livraison à nos portes.

Dans presque tous les cas, les MPME dépendent de biens qui ont été achetés à l'international ou déplaceront ces biens eux-mêmes, soit en tant qu'exportateurs, soit dans le cadre du processus logistique. Il est donc plus important que jamais de conserver les liens entre les petites entreprises et les marchés internationaux, en particulier dans les économies en développement et émergentes qui souffrent le plus de cette crise.

Il est essentiel de se rappeler que nos sociétés dépendront des micros et petites entreprises pour alimenter le processus de relance une fois la crise sanitaire en cours sera terminée. Les MPME représentent environ 70 % des emplois et environ la moitié de l'activité économique dans le monde, employant une part disproportionnée de travailleurs, de jeunes et de femmes moins qualifiés¹³. Avant le déclenchement de la crise les projections faisaient état de 600 millions de nouveaux emplois qui devaient être générés à l'horizon 2030¹⁴. Sans un secteur des MPME fiable, il sera impossible de retrouver une trajectoire positive vers l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

Les gouvernements devraient mettre en œuvre des mesures de soutien aux petites entreprises, fondées sur les meilleures pratiques du monde entier.

Contrairement à la crise financière de 2008, les décideurs politiques ont reconnu que les MPME sont en première ligne de cette crise : ils ont rapidement annoncé des mesures de soutien aux petites entreprises et à leurs employés. Nous avons organisé ces mesures comme suit :

13 <http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/2015SMEComp.pdf>

14 <http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/SMECO2019.pdf>

1. Financement concessionnel

Les prêts à faible taux d'intérêt et à taux zéro sont la défense de première ligne dans de nombreux pays qui cherchent à protéger la liquidité à court terme des MPME. Les garanties de crédit soutenues par le gouvernement et les moratoires sur le remboursement de la dette ordonnés par le gouvernement sont relativement faciles à mettre en œuvre, mais ils ont l'inconvénient d'augmenter

l'exposition à la dette des entreprises qui en profitent. Le financement du commerce peut aider les petites entreprises à court de liquidités à conserver leurs clients à l'exportation, et est particulièrement pertinent pour les entreprises qui exportent pour compenser la baisse de la demande locale.

2. Réductions d'impôt et subventions

Les gouvernements réduisent les taux d'imposition des sociétés et accordent des subventions aux entreprises des secteurs durement touchés afin de concourir à réduire les coûts et à accroître les résultats. Les perspectives de remplacement des revenus perdus à cause des chocs provoqués par la pandémie étant maigres dans de nombreux cas et l'incertitude étant ambiante quant à la

durée de la crise, ces mesures ont l'avantage de ne pas augmenter l'endettement des entreprises. Pour consolider les entreprises tributaires des exportations, de nombreux pays renoncent aux frais de douane et accordent des subventions pour remplacer les revenus d'exportation perdus.

3. Incitations à l'emploi

Les incitations à l'emploi se réfèrent à des mesures visant à maintenir les travailleurs sur la liste de paie. L'allocation de travail de courte durée en Allemagne en est un exemple. L'expérience de la Grande Récession a montré que cette démarche fonctionne bien pour faire face à des chocs à relativement court terme. Subventionner les dépenses de maladie des entreprises, étendre

l'assurance maladie pour couvrir les coûts des tests, des traitements et de la vaccination peut aider les petites entreprises à réduire les coûts de maintien de l'emploi. Ces programmes sont disponibles pour les entreprises des secteurs touchés, y compris ceux qui sont affectés par les chocs d'exportation, et ciblent parfois explicitement les secteurs orientés vers l'exportation.

4. Interventions ciblées pour aider des groupes spécifiques d'entreprises ou d'activités

Certaines interventions déployées pendant la pandémie ciblent des groupes spécifiques d'entreprises ou certaines activités. Il existe de nombreux exemples qui ciblent directement les

activités liées au commerce. Le plan d'action en 15 points ci-dessous décrit les cinq principales catégories d'interventions soutenant les entreprises importatrices et exportatrices.

Les gouvernements du monde entier mettent en œuvre différentes combinaisons de ces mesures pour : lever la pression immédiate sur les flux de trésorerie des entreprises ; renforcer la résilience des MPME en diversifiant leurs sources de revenus ; aider les MPME à maintenir la masse salariale des travailleurs et à atténuer les conséquences négatives du chômage ou du sous-emploi ; exploiter l'innovation du secteur privé pour relever les défis urgents à court terme auxquels nos sociétés sont confrontées ; et renforcer la compétitivité dans l'économie numérique après la crise.

Les petites entreprises à vocation internationale ont besoin que les gouvernements restent ouverts au commerce, afin de pouvoir continuer à faire des affaires avec leurs fournisseurs et clients dans d'autres pays.

Certains pays ont annoncé des contrôles à l'exportation garantissant un approvisionnement suffisant en biens essentiels, principalement des fournitures médicales et des denrées alimentaires, sur leur marché intérieur. Des mesures commerciales restrictives sur les produits essentiels pourraient avoir toute une série de conséquences imprévues. Premièrement, en introduisant leurs propres restrictions commerciales (parfois appelées "tit-for-tat"), ils pourraient déclencher une réaction en chaîne de politiques protectionnistes quand les autres pays ripostent aux mesures de leurs partenaires commerciaux. Cela pourrait à la fois empêcher les fournitures de déplacer vers les zones où les besoins sont les plus grands et bloquer par inadvertance le flux de biens intermédiaires nécessaires pour produire les fournitures en premier lieu (comme cela a été le cas pour certains des composants utilisés pour construire des ventilateurs d'hôpital)¹⁵.

Les restrictions à l'exportation de biens essentiels tels que les fournitures médicales et les produits alimentaires pourraient faire augmenter le prix de ces biens tant sur le marché intérieur que sur le marché international, avec des répercussions dévastatrices pour les pays à faible revenu¹⁶. Cela constituerait une répétition évitable des erreurs commises lors de la crise alimentaire de 2008-2011, lorsque la flambée des prix des denrées alimentaires a été exacerbée par les restrictions à l'exportation dans de nombreux pays, provoquant la faim chez les consommateurs (en raison de la contraction de l'offre) et chez les producteurs (dont l'accès aux marchés et, par extension, les sources de revenus ont été réduits). Pour les MPME actives dans les chaînes de valeur mondiales responsables de la production de biens essentiels, ainsi que celles qui dépendent de l'amélioration de la nutrition des personnes dans leurs communautés environnantes, la mesure dans laquelle les biens sont autorisés à circuler librement sera un facteur important pour déterminer leur survie et la santé économique après la pandémie de COVID-19.

Les gouvernements, les organisations de soutien aux entreprises et les petites entreprises devraient développer et coordonner la réponse immédiate à la crise de manière collaborative. Les institutions multilatérales peuvent soutenir les acteurs nationaux dans ces efforts et dans un monde interconnecté, ont un rôle à jouer lorsqu'il s'agit de coordonner les réponses au niveau international.

Pour éviter les pires résultats possibles, les MPME tournées vers l'international doivent tendre la main aux autorités réglementaires et aux gouvernements frontaliers, pour les tenir informés des façons spécifiques dont la crise affecte leur entreprise et pour fournir des observations sur la conception des politiques de soutien et des législations en réponse aux crises.

Les gouvernements sont également chargés de consulter les MPME et le secteur privé de manière plus générale avant d'introduire des politiques ou des réglementations susceptibles d'affecter les entreprises.

¹⁵ <https://www.piie.com/blogs/trade-and-investment-policy-watch/eu-limits-medical-gear-exports-put-poor-countries-and>

¹⁶ <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33514>

Ces consultations peuvent aider à garantir que les interventions sont appropriées, bien conçues et ciblées. Les organisations de soutien aux entreprises sont souvent les mieux placées pour servir de canal pour la circulation de l'information entre le secteur privé et les secteurs publics, en recueillant et en agrégeant les points de vue des MPME, en dégagant un consensus sur des positions communes et en proposant des recommandations politiques qui promeuvent les intérêts du monde des affaires.

Les organisations de soutien aux entreprises devraient également assurer la liaison entre les MPME et les sociétés multinationales qui occupent une position clé au sein du système commercial international (par exemple, les compagnies maritimes, les opérateurs de fret aérien, les sociétés de négoce de matières premières et les sociétés de biens de consommation) car les politiques internes de ces sociétés ont des répercussions sur les MPME qui sont des fournisseurs, prestataires de services tiers ou distributeurs.

Enfin, les décideurs politiques, les autorités de régulation des frontières et les organisations de soutien aux entreprises doivent coordonner et harmoniser leurs actions avec leurs homologues d'autres pays. Il est peu probable que les besoins des petites entreprises ayant des intérêts commerciaux transnationaux soient satisfaits si les politiques et les réglementations sont appliquées de manière incohérente de chaque côté des frontières par lesquelles elles transigent. Les organisations internationales sont d'une grande aide à cet égard.

Les gouvernements ont le devoir de répondre aux besoins des populations vulnérables telles que les femmes, les jeunes et les minorités, lors de l'élaboration de politiques de soutien aux petites entreprises.

Il y a une disproportion de femmes dans les MPME et les secteurs informels, très peu de chefs d'entreprise et beaucoup de travailleuses informelles. La recherche montre que les femmes de ces secteurs sont souvent employées sur une base occasionnelle ou temporaire et sont donc les premières à perdre leur emploi en cas de crise¹⁷.

De plus, la participation des femmes aux chaînes de valeur internationales est souvent invisible et peu ou pas rémunérée. Par exemple, les hommes gèrent et possèdent souvent de petites exploitations dans les chaînes de valeur africaines du café et du cacao, mais les femmes effectuent l'essentiel des tâches liées à la production (café) et aux activités post-récolte (cacao). La baisse de la demande et des prix des matières premières les affectera déjà gravement, mais elles courront également le risque d'être ignorées lorsque les décideurs politiques font une évaluation d'impact de la crise et proposent des mesures de redressement. Il est donc important de veiller à ce que les femmes bénéficient des interventions gouvernementales existantes ou nouvelles en leur donnant accès à des informations pertinentes et en collectant des données ventilées par sexe pour suivre l'adoption et l'efficacité des politiques publiques.

Les jeunes sont également exposés. Un jeune sur cinq dans le monde n'a ni emploi, ni éducation, ni formation. Le taux de chômage des jeunes est environ trois fois plus élevé que celui des adultes, selon l'OIT¹⁸. Les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, travaillent souvent dans le secteur informel et ont des emplois peu rémunérés, moins sûrs et moins protégés. Il est impératif que les gouvernements encouragent ou incitent les MPME à préserver l'emploi des jeunes et jeunes femmes, à améliorer leur protection sociale et à offrir une formation aux groupes les plus vulnérables en échange du soutien que ces MPME reçoivent.

17 Barrientos, Stephanie, Naila Kabeer, et Naomi Hossain. 2004. « Les dimensions du genre de la mondialisation de la production » Série de documents de travail du Département de l'intégration des politiques n° 17. Organisation internationale du travail : Genève.

18 https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2019/WCMS_670542/lang-en/index.htm

Les gouvernements, les organisations de soutien aux entreprises et les petites entreprises doivent commencer à réfléchir aux défis et aux opportunités de fonctionner dans un monde « d'après-crise ».

Il y a de nombreuses raisons de croire que les économies ne reviendront pas à un état d'avant la crise une fois la pandémie passée. La santé pourrait rester au premier plan dans l'esprit des populations à moyen terme, au moins jusqu'à ce qu'un vaccin soit développé. Les MPME et les organisations de soutien aux entreprises peuvent devoir travailler avec les gouvernements pour définir un ensemble de mesures sanitaires qui deviennent des caractéristiques « permanentes » ou « semi-permanentes » de l'environnement des affaires.

Sur le plan international, les gouvernements devront convaincre leurs homologues d'autres pays que leurs systèmes de contrôle sanitaire et phytosanitaire sont adéquats pour assurer la libre circulation des biens et des services entre leurs territoires respectifs. Les acheteurs internationaux peuvent également imposer des normes volontaires à leurs fournisseurs, pour garantir la sécurité de leurs produits et préserver leur réputation auprès des consommateurs.

En réponse à cela, les petites entreprises devront réorganiser les lignes de fabrication, les espaces de bureaux, les opérations des centres d'appels, les installations d'hygiène et d'autres espaces pour répondre à ces demandes immédiates. Pour que le secteur des services rebondisse, les gouvernements et les compagnies aériennes devront trouver des moyens de réduire les quarantaines dans les secteurs des affaires, de l'événementiel, de l'éducation et des voyages de loisir.

À plus long terme, les MPME, les organisations de soutien aux entreprises et les gouvernements des pays en développement devront s'adapter à un système économique qui met davantage l'accent sur les processus numériques et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement. Les *perspectives de compétitivité des PME 2017 de l'ITC* ont montré que les entreprises réagissent à l'incertitude en renforçant leurs activités dans les pays où l'environnement politique est le plus stable et où les coûts commerciaux sont les plus bas. Cette nouvelle préoccupation concernant la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement se traduira donc probablement par une plus grande concentration géographique des activités économiques, renforçant ainsi l'importance des chaînes de valeur régionales. Pour rester compétitives, les entreprises devront s'adapter et les gouvernements devront les soutenir en poursuivant l'intégration régionale avec leurs voisins les plus proches.



UN PLAN D'ACTION EN 15 POINTS POUR DES ÉCONOMIES OUVERTES

Pour soutenir nos partenaires dans ces moments difficiles, l'ITC a développé le plan d'action en 15 points suivant pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), les organisations de soutien aux entreprises et les gouvernements. Le plan soutient les MPME tournées vers l'international tout au long de la crise et leur permet d'être à l'avant-garde pour générer la résilience, l'inclusivité, la durabilité et la croissance à l'avenir.

Les organisations de soutien aux entreprises jouent le rôle important de connecteurs agiles, experts et fiables entre les MPME et le gouvernement. Il ne faut pas sous-estimer leur rôle : les résultats de notre enquête montrent que la moitié des entreprises interrogées estiment qu'il est difficile ou très difficile d'accéder aux informations et aux avantages des programmes d'aide gouvernementale liés à la COVID.

Pour les gouvernements, le plan propose cinq points d'action visant directement la facilitation des exportations et des importations. Ces mesures devraient compléter d'autres mesures que les gouvernements pourraient prendre pour soutenir le bien-être économique des petites entreprises et de leurs employés, qui constituent l'épine dorsale de chaque économie.

RECOMMANDATIONS AUX ENTREPRISES

Préparez votre réponse immédiate à la crise...

1. Adaptez les processus métier en appliquant des précautions de bon sens et en restructurant les opérations.

Les MPME orientées vers l'exportation, comme d'autres entreprises, peuvent réviser et réorganiser leurs processus commerciaux internes pour freiner la propagation du virus. Dans la mesure du possible, les entreprises devraient introduire des accords de travail à distance en tirant parti des technologies de l'information et de la communication, telles que les logiciels de téléconférence, les services de messagerie instantanée, les systèmes de partage de fichiers basés sur le cloud, les applications de travail collaboratif, etc.

Les entreprises devraient responsabiliser leur personnel en leur proposant des programmes de formation sur mesure, annuler les voyages d'affaires et les remplacer par des télécommunications. Si les arrangements de travail à distance ne sont pas possibles, les entreprises devraient prendre des précautions de bon sens pour s'assurer que les lieux de travail sont hygiéniques et sécurisés, par exemple en nettoyant régulièrement les espaces de travail, en garantissant

la disponibilité de désinfectant et de savon pour les mains, en demandant au personnel d'éviter les poignées de main, de garder une distance minimale et d'éviter l'étalement des heures de travail¹⁹.

Dans un monde d'après-crise, les espaces de travail peuvent également devoir être adaptés, par exemple des lignes de fabrication restructurées pour soutenir la distanciation, des marchés réorganisés pour favoriser l'hygiène, et une logistique et un emballage innovants pour réduire les risques de contamination. Les petites entreprises devraient anticiper les acheteurs qui en feront la demande à leurs fournisseurs lorsque le commerce reprendra. Le personnel qui doit effectuer des déplacements professionnels inévitables devrait recevoir des instructions explicites sur les directives d'hygiène et de distanciation sociale qui s'appliquent dans l'exercice de ses fonctions. Bien que ces mesures puissent entraîner des coûts supplémentaires à court terme, elles réduiront les coûts d'une petite entreprise à l'avenir.

2. Optimisez la gestion de la trésorerie et déterminez les gains d'efficacité.

Les MPME peuvent libérer des liquidités piégées dans l'entreprise pour augmenter leurs chances de survie et améliorer la résilience et la durabilité : Elles peuvent

le faire en introduisant des mesures de réduction des coûts, en négociant de nouvelles conditions avec les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services,

¹⁹ https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/getting-workplace-ready-for-covid-19.pdf?sfvrsn=359a81e7_6

en examinant les portefeuilles de créances et en offrant des remises pour paiement anticipé aux gros acheteurs.

Côté financement, de nombreuses banques accordent déjà des prêts à court terme ou autorisent la renégociation des conditions de paiement. Les propriétaires d'entreprise devraient s'adresser aux investisseurs locaux pour accroître les capitaux propres de leur entreprise et apporter des liquidités. Ils peuvent

également vouloir se concentrer sur les gammes de produits et de services qui fournissent l'accès le plus rapide à l'argent, même si elles n'ont pas la valeur la plus élevée. Les entreprises informelles et celles qui ne sont pas connectées à des réseaux de financement officiels devraient chercher à comprendre les programmes de soutien du gouvernement et prendre les mesures nécessaires pour en bénéficier.

3. Réorientez vos activités et vos ressources pour assurer la continuité des activités pendant le confinement.

À mesure que la demande de certains biens ou services s'effondre, celle d'autres peut augmenter. De nombreuses entreprises ont donc choisi d'adapter temporairement leur modèle économique pour faire face au confinement. Les producteurs d'aliments qui vendraient généralement leurs produits aux restaurants expérimentent des livraisons directes à domicile²⁰.

Les hôtels ont proposé d'accueillir les agents de santé qui ne souhaitent pas rentrer chez eux entre les quarts de travail, soit pour éviter les navettes pendant leurs courtes pauses, soit pour parer au risque de contaminer leur domicile et leur famille. L'industrie du vêtement dans plusieurs pays réorganise ses activités pour produire

des masques médicaux, des pardessus, des casquettes et des combinaisons stériles imperméables. D'autres fabricants réorientent leurs chaînes de production pour produire des ventilateurs ou des composants de ventilateur, en réponse aux demandes des gouvernements.

Certaines entreprises qui ne sont pas en mesure d'adapter leurs activités ont choisi de « prêter » leurs travailleurs à d'autres qui connaissent un boom de la demande, comme les services de livraison à domicile. De telles mesures peuvent permettre aux entreprises de survivre assez longtemps pour reprendre leurs activités après le confinement, mieux préparées qu'elles ne l'auraient été autrement.

4. Favoriser les relations en améliorant la communication avec les partenaires et les employés.

Une communication fréquente et franche avec les fournisseurs, les clients et les prestataires de services tiers, tels que les sociétés de transport et les banques,

déterminera en grande partie si une micro, petite ou moyenne entreprise peut assurer la continuité des activités. Un contact étroit avec les transitaires

²⁰ <https://freakonomics.com/podcast/covid-19-food-supply/>

et les agents des douanes peut fournir des informations utiles sur les itinéraires alternatifs ou les modalités d'expédition. La communication avec les clients sur le marché de destination pourrait fournir des informations précieuses sur le marché, y compris des signes provisoires de reprise, des signes qui éclaireront au bout du compte les décisions de réengager un réseau d'approvisionnement ou de redémarrer les opérations.

En outre, les MPME devraient maintenir un canal de communication ouvert avec les travailleurs, qui peuvent assumer de nouvelles responsabilités (par exemple, garde d'enfants) ou faire face à des problèmes de santé physique ou mentale inattendus. Des échanges ouverts et honnêtes avec les employés sont plus susceptibles de déboucher sur des solutions mutuellement acceptables.

Le maintien de relations avec les travailleurs licenciés ou en congé permettra de faire appel à des travailleurs qualifiés dans un court délai lorsque la demande augmentera.

En plus des préoccupations opérationnelles, les entreprises devraient rechercher le soutien des chambres de commerce, des agences de promotion des exportations, des associations sectorielles et d'autres organisations de soutien, qui peuvent offrir des conseils sur le soutien du gouvernement et plaider en leur nom. Plus que jamais, il est essentiel que les entreprises et leurs représentants profitent des forums de dialogue public-privé et des mécanismes de consultation pour faire connaître leur point de vue aux décideurs politiques et aux autorités de régulation.

... Et préparez-vous à la « nouvelle normalité ».

5. Construisez des modèles commerciaux qui favorisent la résilience, l'inclusivité et la durabilité et surfez sur la vague numérique.

Les décisions que les chefs d'entreprise prennent aujourd'hui aideront à définir le monde dans lequel ils vivront et opéreront demain, par exemple en contribuant à l'inclusion et à la durabilité. Les entreprises bien préparées qui sortent de cette crise pourront faire face à la « nouvelle normalité », gérer leurs équipes, conquérir de nouveaux clients et

augmenter leur part de marché. Les MPME doivent agir maintenant pour transformer leurs mesures d'atténuation de la crise en gains de productivité et en un repositionnement stratégique durable sur le marché. Les aspects suivants pourraient s'avérer essentiels pour eux dans la nouvelle économie mondiale :

Résilience

le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement figure en bonne place à l'ordre du jour des entreprises depuis dix ans, et il est éventuel qu'il gagne en importance au lendemain de la pandémie de la COVID-19. Elle peut faire appel à un recentrage sur les chaînes de valeur régionales qui offrent un environnement politique plus stable et prévisible.

Durabilité

en termes de réduction des coûts pendant cette crise, les entreprises devraient envisager d'améliorer leur efficacité dans l'utilisation des ressources en anticipant les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et en adoptant les principes de l'économie circulaire. Cela pourrait inclure, par exemple, la réduction de la consommation d'eau et d'énergie à l'aide de technologies intelligentes, ou la production d'énergie à partir de déchets. Une surveillance attentive de l'utilisation des intrants peut fournir des informations utiles sur les économies de coûts d'exploitation. Les changements apportés maintenant porteront leurs fruits plus tard dans la vie d'une entreprise après la pandémie mondiale et quand la question de changement climatique aura repris son statut de problème le plus grave auquel le monde est confronté.

Inclusivité

les employeurs devront être de plus en plus conscients de leurs relations avec les employés. Les parties prenantes feront de plus en plus pression pour trouver des moyens plus inclusifs, sûrs et humains de nouer des relations avec les travailleurs. D'ailleurs, les données montrent que les travailleurs bien traités sont plus productifs.

Numérisation

de nombreuses entreprises utiliseront leurs temps d'arrêt pendant la crise pour améliorer leurs capacités numériques. Les entreprises axées sur les produits commenceront à proposer l'intégralité de leur portefeuille de produits en ligne, tandis que les prestataires de services développeront des offres de services en ligne « productives » et simples à acheter. Le commerce en ligne va très probablement s'accélérer et pourrait même exploser après la crise. Les installations numériques ne seront plus facultatives□: les consommateurs, les clients, les partenaires commerciaux et les travailleurs finiront par les exiger de toute évidence. Les paiements en espèces et les documents papier (par exemple, les factures ou les bulletins de paie) deviendront « une chose du passé ». Les fichiers qui migrent vers le cloud ne migreront plus vers les disques durs de leurs propriétaires.

RECOMMANDATIONS AUX ORGANISATIONS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Préparez votre réponse immédiate à la crise...

6. Canalisez le flux d'informations fiables et construisez des ponts pour déployer rapidement des solutions.

Les organisations de soutien aux entreprises jouent le rôle important de connecteurs agiles, experts et fiables entre les MPME et le gouvernement. Elles bénéficient de leur pouvoir de coordination pour recueillir et regrouper les points de vue des petites entreprises, forger un consensus et faire des recommandations politiques aux gouvernements. Elles peuvent tirer parti des réseaux internes et externes pour s'assurer que les micro-entreprises, les entreprises dirigées par des femmes, les MPME rurales et autres ne sont pas en reste.

Les organisations de soutien aux entreprises peuvent très rapidement fournir aux MPME des informations sur la continuité des activités, le télétravail, la gestion de crise et la gestion des flux de trésorerie en organisant et en partageant des liens externes. Une fois que les gouvernements ont annoncé leurs programmes de soutien, ces organisations peuvent aider à diffuser des informations aux MPME et à distribuer des ressources, en mobilisant leurs réseaux existants et en tirant parti de leur crédibilité.

Elles jouent également le rôle d'intermédiaire de confiance, par exemple en promouvant le prêt bancaire d'urgence avec des exigences de garantie réduites pour les entreprises ayant un historique de collaboration avec une organisation de soutien aux entreprises.

Dans la mesure du possible, les organisations de soutien aux entreprises devraient concevoir des interventions qui s'appuient sur l'écosystème plus large au sein duquel elles fonctionnent ; un bon écosystème d'acteurs de soutien aux entreprises comprendra des organisations publiques, quasi-autonomes et privées d'un éventail de secteurs (tels que la finance et la logistique). Ces acteurs peuvent collaborer pour développer des réponses à l'échelle du système aux crises sanitaires et économiques auxquelles les MPME sont actuellement confrontées.

7. Coordonnez les actions collectives des MPME pour la résilience, l'échelle et l'efficacité.

Les organisations de soutien aux entreprises connaissent les capacités et les difficultés d'approvisionnement des entreprises. Grâce à cette expertise, elles

peuvent encourager les entreprises à unir leurs forces, développer et promouvoir de nouvelles normes ou marques à travers des campagnes de marketing collectives,

réduire les coûts grâce à des achats partagés pendant la crise sanitaire, créer une nouvelle chaîne d'approvisionnement locale ou un groupe pour répondre aux nouvelles opportunités.

Les organisations de soutien peuvent également servir d'intermédiaire entre les petites entreprises et les sociétés multinationales qui occupent une position systémique au sein du système commercial international (par exemple, les compagnies maritimes, les opérateurs de fret aérien, les sociétés de négoce de matières premières et les sociétés de biens de consommation). Les compagnies maritimes et les compagnies aériennes modifient leurs itinéraires, réduisent les fréquences ou annulent les escales. En plus de fournir des informations à jour sur ces changements, les organisations de soutien aux entreprises

peuvent combiner les exigences de fret de nombreuses entreprises pour influencer les décisions. Les sociétés commerciales ou les sociétés de biens de consommation peuvent choisir d'annuler leurs commandes en réponse à des difficultés logistiques ou à une annulation de demande. Dans de nombreux cas, les petites entreprises qui utilisent les services de ces entreprises ou agissent en tant que fournisseurs de ces entreprises doivent communiquer leurs préoccupations collectivement par le biais d'organisations de soutien aux entreprises. Une telle approche nécessite le leadership de l'organisation, rassemblant les entreprises, jumelant les opportunités avec une offre partagée ou un besoin commun, et testant la volonté de coopérer de manière neutre, équitable et respectant les sensibilités commerciales.

8. Soyez à la fois mondial et local pour informer et réduire les risques que les chefs d'entreprise doivent prendre pendant la crise.

La recherche est une activité essentielle que les MPME ont rarement le temps ou les ressources pour réaliser elles-mêmes. Elles souffrent d'un manque d'informations sur les tendances mondiales de l'offre et de la demande, ces informations pouvant leur être pertinentes. Elles ne sont non plus informées sur la façon dont ces tendances évoluent en réponse à la crise. Les organisations de soutien aux entreprises peuvent jouer un rôle déterminant en utilisant des réseaux et des partenaires internationaux pour mener des recherches sur ces sujets et en diffuser les résultats auprès des MPME et autres parties intéressées.

Donner aux entreprises des informations de pointe, y compris des recherches hautement personnalisées sur les obstacles et les opportunités commerciales, garantit une prise de décision optimale pendant le confinement, minimise les pertes

et réduit la pression sur le personnel. Dans tous ces cas, les MPME peuvent bénéficier de l'image de marque et de la crédibilité partagées que les organisations de soutien aux entreprises peuvent offrir sur les marchés internationaux. Parce que ces organisations agissent au nom de nombreuses entreprises, elles sont bien placées pour assumer certains des risques lors de leur entrée sur de nouveaux marchés ou dans des chaînes de valeur internationales. Pour ce faire, elles créent des réseaux de partenaires et d'experts sur le marché et négocient conjointement avec les partenaires commerciaux pour éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires.

9. Utilisez les plates-formes numériques pour améliorer la compétitivité et l'agilité de vos MPME pour atteindre les clients.

La plupart des services offerts par les organisations de soutien aux entreprises comme les missions commerciales, les événements de création de liens entreprise-à-entreprise et les conférences, nécessitent des réunions en personne ou de grands rassemblements de personnes. Avant la crise, nombre de ces organisations avaient déjà commencé à expérimenter les technologies numériques, à réduire le coût de leurs activités et à toucher un public plus large. Au cours de la crise actuelle, ce processus va s'accélérer. Les réunions en face à face et les liens entreprise-à-entreprise peuvent devenir numériques, au moins partiellement, grâce à une combinaison de plates-formes en ligne et d'installations de vidéoconférence. Mais leur rôle de bâtisseur de confiance entre les acteurs sera encore plus sollicité. Les conférences et les ateliers peuvent se transformer en webinaires, mais des questions demeurent quant à la mesure dans laquelle

ces outils peuvent soutenir des interactions durables entre les participants.

Dans le cas des économies en développement et en transition, les organisations de soutien aux entreprises doivent accorder une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des connexions Internet locales ainsi qu'aux taux de pénétration d'Internet et aux niveaux de connaissances informatiques. Parfois, les plates-formes numériques qu'elles proposent peuvent être la seule présence en ligne d'une entreprise. Dans ce cas, les entreprises peuvent compter entièrement sur l'organisation de soutien pour faire le lien entre elles et leurs clients potentiels à l'étranger. Les plates-formes numériques pourraient également mutualiser les ressources, permettant aux entreprises de réduire les coûts grâce à des achats partagés, de créer des économies d'échelle et d'accéder à de nouvelles opportunités.

... Et préparez-vous à la « nouvelle normalité ».

10. Soyez un chef de file en permettant aux MPME de prospérer dans une économie numérique mondiale axée sur la résilience, l'inclusivité et la durabilité.

Si l'accent est mis sur une reprise rapide des affaires, cette crise pourrait aggraver la vulnérabilité, les inégalités et les risques climatiques. Les organisations de soutien aux entreprises ont un rôle crucial à jouer pour soutenir la relance des entreprises, mais aussi pour assurer une croissance durable et inclusive tout en accordant une importance nouvelle à la résilience.

La crise crée une opportunité de déplacer les efforts des entreprises existantes vers des start-ups innovantes, des zones urbaines vers les zones rurales, des pratiques commerciales d'exploitation vers des secteurs

écologiquement et socialement responsables. Les solutions numériques y joueront un rôle clé.

Les organisations de soutien aux entreprises seront plus efficaces dans la réalisation de ces objectifs lorsqu'elles habilitent un réseau d'acteurs partageant des objectifs et des forces complémentaires, fournissant des solutions transparentes pour la croissance des entreprises et générant des impacts durables, équitables et respectueux du climat pour les petites entreprises, leurs travailleurs et leur communautés environnantes.

RECOMMANDATIONS AUX GOUVERNEMENTS

Préparez votre réponse immédiate à la crise...

11. Résistez à l'attrait du protectionnisme commercial, car il pourrait entraîner une pénurie de biens essentiels.

La libre circulation des biens et des services est essentielle à la production de produits essentiels (tels que les équipements médicaux et la nourriture), garantissant une abondance relative et des prix bas à travers le monde. Le commerce fait également partie intégrante de la santé de l'économie mondiale. Les gouvernements devraient donc s'abstenir d'imposer des restrictions à l'exportation telles que des interdictions ou des taxes. S'ils appliquent des restrictions à l'exportation, elles doivent être ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires²¹.

Les gouvernements peuvent faciliter l'accès aux fournitures médicales essentielles en réduisant à zéro ou en supprimant temporairement les droits de douane, les paiements de TVA et les retenues à la source sur les produits répertoriés dans le guide de référence conjoint OMD-OMS sur

la classification du Système harmonisé (SH) pour les fournitures médicales COVID-19 (2^e édition)²².

Les gouvernements devraient faire de même pour les produits alimentaires afin d'améliorer l'apport nutritionnel et de renforcer le système immunitaire de leurs populations. Pour compenser les sorties de devises qui résulteront de la crise, les gouvernements peuvent abolir les interdictions, les restrictions quantitatives et les taxes sur les exportations ainsi que supprimer les barrières non tarifaires au commerce. Il s'agirait pas exemple d'abolir les exigences en matière de licences et de permis qui ne sont pas nécessaires pour maintenir l'accès au marché ou protéger la santé humaine, animale ou végétale. Cela stimulera les exportations et atténuera la pénurie de devises pour les MPME.

12. Élargissez et facilitez l'accès au financement du commerce pour les MPME, notamment celles dirigées par des femmes ou des jeunes entrepreneurs.

Les exportateurs ont souvent besoin de crédits pour couvrir les coûts des intrants qu'ils utilisent pour fabriquer des produits ou pour financer leurs opérations entre la passation initiale d'une commande et la réception du paiement d'un client.

La pandémie en cours a eu un effet négatif sur le coût et la disponibilité du financement du commerce pour les petites entreprises avec des prêteurs commerciaux limitant leur exposition en raison des coûts de liquidité plus élevés et du risque perçu de

21 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33516>

22 http://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/global/pdf/topics/nomenclature/covid_19/hs-classification-reference_en.pdf?la=en

financement à court terme. En conséquence, les gouvernements doivent de plus en plus fournir des financements commerciaux à court terme et des crédits à l'exportation aux entreprises.

Plusieurs économies ont annoncé des programmes à court terme nouveaux ou élargis pour fournir un soutien financier aux exportateurs nationaux, en mettant l'accent sur les MPME. Les gouvernements devraient porter leur attention sur les jeunes et les femmes entrepreneurs dans la conception et le déploiement de tels programmes, car la crise a aggravé leur désavantage existant dans l'accès au financement formel.

Dans les économies en développement et en transition, les contraintes de capacité opérationnelle et de capital des banques locales limitent la disponibilité du financement du commerce pour les MPME, et les gouvernements ne sont pas en mesure de combler l'écart. Les banques multilatérales de

développement interviennent donc avec des initiatives d'urgence dédiées au financement du commerce et au fonds de roulement des entreprises. Cependant, la baisse du crédit commercial interentreprises peut avoir un effet plus prompt et plus important sur les entreprises qu'une réduction du crédit du système financier, en raison des effets d'entraînement de toute insolvabilité des entreprises sur d'autres entreprises dans la chaîne de valeur. Cela peut limiter l'efficacité des interventions du secteur public.

Pour résoudre ce problème, les gouvernements peuvent mettre en place des fonds pour réassurer les principaux assureurs-crédit commerciaux en s'engageant à ne pas réduire les lignes de crédit : imposer une discipline de paiement par les grandes entreprises aux petites entreprises (en particulier lorsqu'elles reçoivent un soutien de l'État) et accélérer les paiements dans le système des marchés publics.

13. Facilitez le commerce transfrontalier de biens et services et facilitez la circulation des produits essentiels.

Les agents des frontières sont confrontés à la tâche peu enviable d'équilibrer la nécessité d'accélérer les importations, les exportations et le transit, y compris les fournitures médicales nécessaires, les dons et les envois de secours, tout en assurant la prévention des épidémies et en assurant un dédouanement adéquat et des contrôles de conformité des marchandises et du personnel de transport. Ils peuvent y parvenir en suivant les principes et les meilleures pratiques en matière de facilitation des échanges, notamment ceux énumérés dans l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Voici quelques exemples de la façon dont les gouvernements et les autorités de régulation des frontières peuvent faciliter les échanges pendant la crise²³:

- reconnaître mutuellement les évaluations de conformité et les certificats pour les équipements médicaux, les produits alimentaires essentiels et les intrants agricoles effectués dans des pays ayant des normes similaires ou supérieures;
- une meilleure coordination de la gestion des frontières, par exemple entre les douanes et les autorités sanitaires et phytosanitaires pour identifier les marchandises essentielles et les dérogations pertinentes à appliquer;

23 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33516>

- des régimes spéciaux pour le dédouanement accéléré des produits médicaux essentiels, des produits alimentaires et des intrants agricoles;
- établir des points d'information sur les restrictions et réglementations liées à la crise et leur répercussion sur le déplacement des personnes et des marchandises à travers les frontières;
- élargir l'utilisation de la gestion intégrée des risques pour inclure des critères liés à la santé, permettant aux autorités de régulation des frontières d'identifier avec précision les expéditions à haut risque et de dédouaner rapidement les marchandises à faible risque;
- accélérer les processus de dédouanement pour les commerçants de confiance / opérateurs économiques agréés qui respectent les règles et réglementations liées à la santé.

14. Stimuler la numérisation des documents et procédures commerciaux, en collaboration avec le secteur privé.

L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges encourage les pays à introduire des processus de dédouanement numérique (par exemple, l'article 7.1 sur le traitement avant l'arrivée, l'article 7.2 sur les paiements en ligne et l'article 10.2 sur l'acceptation des copies)²⁴.

Les procédures de dédouanement basées sur des documents et des paiements en ligne sont plus simples, plus rapides et plus sûres, limitant les interactions physiques entre les commerçants et les autorités réglementaires frontalières. Outre le traitement numérique des documents (qui sont parfois basés sur des versions numérisées d'originaux sur papier), les gouvernements peuvent envisager de délivrer des documents originaux par voie électronique. Cela pourrait s'appuyer sur des initiatives existantes, comme l'effort de délivrance de certificats d'origine électroniques dans la région de l'UEMOA.

Dans certains cas, la responsabilité de la numérisation des documents commerciaux incombe principalement au secteur privé, comme dans le cas des e-BL (connaissements en ligne) ou des e-LC (lettres de crédit en ligne), mais les gouvernements peuvent faciliter le processus en fournissant la certitude juridique que ces documents seront reconnus sur leur territoire.

²⁴ L'article 10.4 sur les système de guichet unique encourage également l'utilisation des technologies de l'information, mais la mise en œuvre de cette mesure prend du temps et n'est donc pas une réponse viable à la crise..

... Et préparez-vous à la « nouvelle normalité ».

15. Se préparer à opérer dans une économie mondiale numérique axée sur la résilience, l'inclusivité et la durabilité.

La crise de la COVID-19 a montré à quel point les chaînes d'approvisionnement sont vulnérables aux chocs dans d'autres pays. Ce n'est pas le premier événement du 21^{ème} siècle à mettre en évidence cette vulnérabilité. La Grande Récession, les événements climatiques (par exemple, le tsunami de Fukushima) et une augmentation de la rhétorique protectionniste ont déjà conduit à repenser les opérations de la chaîne de valeur.

La crise de la COVID-19 devrait conduire à une concentration encore plus forte sur la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les gouvernements et les entreprises tenteront de diversifier leurs sources d'approvisionnement, tout en renforçant les opérations dans lesquelles l'environnement politique est le plus stable et le plus fiable.

Pour être compétitifs dans cet environnement en mutation, les gouvernements devront moderniser leurs systèmes de contrôle sanitaire et phytosanitaire et adopter les technologies numériques. La résilience face au changement climatique continuera à avoir de l'importance. Les réformes politiques et réglementaires des services des technologies de l'information et des communications devront s'accélérer pour accroître l'accès, améliorer la fiabilité et réduire les coûts. L'inclusivité deviendra un élément inhérent d'agilité pour s'adapter au changement et de résilience à la lumière du changement. Ceux qui commencent à « se mettre à niveau » maintenant pourront tester ce modèle économique et prendre une longueur d'avance sur leurs concurrents à l'avenir.

Pour plus d'informations concernant COVID-19 et
#SMERecovery, veuillez visiter notre site web :

www.intracen.org/covid19

et suivez-nous sur les réseaux sociaux avec :

#SMERecovery





Centre du
Commerce
International

